Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN BIRMANIE

# *Chroniques de Birmanie*

Semaine du 17 au 23 décembre 2018

## Rakhine

### ❖ Processus de rapatriement

→ Le gouvernement a approuvé 35 projets à impact rapide du programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans l'État Rakhine, en application du protocole d'entente tripartite avec ces deux agences de l'ONU conclu pour faciliter le retour des réfugiés. Ces projets ont été conçus en consultation avec les villageois pour améliorer leurs moyens de subsistance, renforcer la confiance et promouvoir la cohésion sociale entre les différentes communautés, selon ces deux agences.

→ L'ASEAN et le gouvernement ont discuté le 18 décembre des termes de référence qui officialiseront leur coopération dans le cadre du rapatriement des réfugiés vivant dans des camps au Bangladesh. La délégation de l'ASEAN, menée par le secrétaire général de l'organisation régionale Lim Jock Hoi, a visité les centres d'accueil de Taung Pyo Latwe et Nga Khu Ya, ainsi que le camp de transit de Hla Phoe Khaung. Le secrétaire permanent adjoint des affaires étrangères a indiqué que la pression internationale sur le gouvernement pourrait être considérablement réduite si l'ASEAN était non seulement un témoin du processus de rapatriement mais aussi un participant actif dans cet effort.

### ❖ Affrontements armés dans le nord de l'État Rakhine

→ Trois soldats de l'armée ont été tués et plus de 10 autres blessés lors d'une attaque au lance-grenade contre un convoi militaire, le 16 décembre, par un groupe armé non-identifié dans une zone activement disputée entre l'armée et l'Arakan Army (AA), dans le township de Rathedaung, au nord de l'État Rakhine. Selon un communiqué de l'AA du 16 décembre, des combats ont eu lieu dans les townships de Rathedaung et de Ponnagyun. L'AA a averti se préparer à d'autres affrontements étant donné le renforcement de la présence militaire dans la zone.

→ Les forces aériennes de l'armée ont attaqué le 18 décembre des positions de l'Arakan Army (AA) dans le township de Kyauktaw.

→ Plus de 700 villageois dont plusieurs centaines de membres des minorités Mro et Khami ont été déplacés à la suite de combats intenses entre l'armée et l'Arakan Army. Des moyens d'artillerie lourde, des hélicoptères et des avions de chasse ont notamment été employés en soutien des forces armées.

→ Selon les villageois de Chin Ma Won Zaung, dans le township de Kyauktaw, un hélicoptère de l'armée a lancé des missiles et des mitrailleuses le 19 décembre au-dessus de leur village en direction de la forêt où sont actuellement basés des combattants de l'Arakan Army, forçant les villageois à se réfugier dans le village voisin Thalu Chaung.

### ❖ Commission indépendante d'enquête sur les exactions commises dans l'État Rakhine

→ L'ONG *Human Rights Watch* a déclaré dans un communiqué de presse le 19 décembre que la Birmanie devrait dissoudre sa commission d'enquête sur les exactions commises dans l'État

Rakhine parce qu'elle n'est pas disposée à enquêter sérieusement sur les crimes qui auraient été commis contre les Rohingyas.

❖ Polémique sur la délivrance de cartes de vérification nationales

→ L'enquête menée sur un total de 3 306 titulaires de cartes de résident attribuées à des membres de l'ethnie Kaman dans le village de Kyauk Ni Maw du township de Ramree a révélé que 21 d'entre eux ne sont pas des Kamans, selon le ministre du Travail, de l'Immigration et de la Population, Thein Swe. Durant la session de la Chambre basse du 19 décembre, un député arakanais, Aung Thaung Shwe, a déclaré être inquiet que cette affaire attise les tensions communautaires dans une région jusqu'à présent stable.

**Processus de paix, minorités ethniques et affaires frontalières**

❖ Affrontements entre groupes ethniques dans le nord de l'État Shan

→ Au moins quatre civils de l'ethnie Pa-O ont été abattus le 11 décembre dans des circonstances encore troubles lors d'un affrontement avec des soldats du groupe *Restoration Council of Shan State* (RCSS) dans le township de Loilem (État Shan). Un membre du RCSS est également mort de ses blessures. La Pa-O National League Organisation (PNLO) a accusé le RCSS d' « arrêter, tuer et blesser arbitrairement des individus ». Des habitants locaux ont déclaré que les relations entre les communautés Pa-O et Shan de la région se sont fortement tendues depuis cet accrochage.

❖ Décision de l'armée d'un cessez-le-feu unilatéral immédiat de quatre mois

→ Selon un communiqué publié le 21 décembre 2018 par le Bureau du commandant en chef, l'armée a décidé d'appliquer un cessez-le-feu unilatéral immédiat de quatre mois, du 21 décembre 2018 au 30 avril 2019, dans cinq des commandements militaires (commandement du Nord dans l'État Kachin, les commandements du Nord-Est, de l'Est et du Centre-Est, et le commandement du Triangle dans l'État Shan), sauf dans le nord du Rakhine, afin de permettre d'accélérer les pourparlers de paix avec les groupes non-signataires de l'accord national de cessez-le-feu. Cette initiative sans précédent a été saluée comme un geste constructif notamment par le centre national pour la paix et la réconciliation. Cette décision intervient après que trois membres de l'Alliance du Nord (MNDAA, TNLA, AA) se sont engagés à déposer les armes et à chercher des solutions politiques aux conflits lors d'une réunion le 12 décembre avec des membres de la Commission de paix du gouvernement à Kunming, province du Yunnan.

❖ Autorisation de réouverture des églises dans les zones contrôlées par l'UWSA

→ L'United Wa State Army (UWSA) autorisera les quelque 100 églises de Lahu et Kachin à rouvrir dans les zones sous son contrôle dans le nord de l'État Shan après avoir ordonné leur fermeture pendant plusieurs mois, selon Nyi Rang, porte-parole de l'UWSA à Lashio. Nyi Rang a déclaré aux médias en septembre que les dirigeants chrétiens Lahu et Kachin devaient être détenus parce que des « extrémistes » parmi eux mettaient en danger l'unité du peuple ethnique Wa en recrutant des membres non seulement de leur propre groupe ethnique mais aussi des Wa.

**Situation intérieure**

❖ Réseaux sociaux – mesures prises par Facebook contre les comptes de militaires

→ Facebook a annoncé sa troisième et plus grande purge de comptes liés à l'armée en Birmanie, où les critiques ont accusé le réseau social d'avoir fait trop peu pour bloquer les discours de haine, notamment contre la minorité musulmane Rohingya. Dans un communiqué diffusé le 19 décembre, Facebook a indiqué avoir supprimé 425 pages Facebook, 17 groupes et 135 comptes

en Birmanie pour s'être livrés à un « comportement non authentique coordonné », ce qui signifie qu'ils ont fait une fausse déclaration sur la personne qui tenait les comptes provocateurs.

❖ Lutte contre les mines antipersonnel

→ L'ONG *International Campaign to Ban Landmines* a dénoncé les efforts insuffisants du gouvernement pour déminer le territoire de mines antipersonnel. L'ONG indique également que, puisque le pays n'est pas partie à la convention internationale sur l'interdiction des mines antipersonnel, les bailleurs de fonds ne peuvent pas entreprendre légalement des opérations de déminage. L'usage des mines antipersonnel aurait également augmenté dans l'État Kachin et le nord de l'État Shan ainsi qu'à la frontière avec l'Inde.

❖ Transfert du Département de l'administration générale (GAD)

→ Le Département de l'administration générale (GAD) actuellement sous contrôle militaire du ministère de l'Intérieur sera bientôt transféré au ministère du Bureau du Gouvernement de l'Union, a déclaré le 21 décembre le porte-parole du Bureau du Président, Zaw Htay. Certains législateurs se sont plaints que le contrôle centralisé de la bureaucratie gouvernementale a été l'un des principaux obstacles à la réforme.

❖ Demande de réaction aux actions des parlements étrangers visant la Birmanie

→ A l'occasion du débat sur un rapport de la Commission des relations internationales de la Chambre basse le 20 décembre, les députés militaires ont exhorté le parlement à répondre à ce qu'ils ont qualifié de « désinformation et de propagande » sur la Birmanie au sujet de la crise Rakhine. Le Parlement ne devrait pas rester silencieux, mais répondre en temps opportun aux actions des parlements étrangers visant la Birmanie. Cet appel fait suite à l'adoption le 13 décembre par la Chambre des représentants des États-Unis d'une résolution qualifiant les actions de l'armée birmane contre les Rohingyas de « génocide ».

❖ Fabrication de sérums antivenimeux

→ Le gouvernement commencera l'année prochaine à produire des sérums antivenimeux lyophilisés qui pourront être conservés à température ambiante, a déclaré le ministre de l'Industrie Khin Maung Cho à la chambre basse le 17 décembre. La production initiale s'élèverait à 130 000 flacons de cet antivenin lyophilisé qui peut être stocké dans les services de santé des zones rurales et livré plus rapidement aux victimes de morsure de serpent. Selon le ministère, la plupart des morsures de serpents de l'année dernière ont été enregistrées dans les régions de Bago, Sagaing, Magwe, Ayeyarwady et Mandalay. De 2013 à 2017, il y a eu 76 812 victimes de morsures de serpents, dont 74 089 ont survécu et 2723 sont mortes.

**Relations extérieures**

❖ Birmanie - France

→ Le *Senior General* Min Aung Hlaing, commandant-en-chef des forces armées, a reçu une délégation française composée de l'ambassadeur de France et de deux députés de l'Assemblée nationale française le 18 décembre 2018. Les discussions ont porté sur les relations bilatérales, le partage d'information dans la lutte contre le terrorisme, les investissements étrangers, la protection des Français et des biens des sociétés françaises en Birmanie, la préservation de l'environnement et le développement de l'éducation et des soins de santé.

→ Le quotidien Global News Light mentionne en page intérieure la rencontre de l'ambassadeur de France Christian Lechervy, et de deux membres de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, MM. Christophe Naegelen et Jean-François Mbaye, avec le Président de la chambre basse du parlement T Khun Myat le 19 décembre, à Nay Pyi Taw.

❖ Birmanie - Chine

→ La Chine et la Birmanie ont tenu le 18 décembre 2018 leur 4ème série de consultations diplomatiques et de défense à Kunming, province du Yunnan, sur la situation dans le nord de la Birmanie. Les deux parties sont convenues que la situation dans le nord du pays est étroitement liée à la paix régionale et au bien-être de la population vivant à la frontière des deux pays.

❖ Travailleurs migrants birmans

→ Un réseau de défense des droits des travailleurs a exhorté le gouvernement à ratifier la Convention internationale de 1990 sur la protection des droits des travailleurs migrants pour protéger les migrants birmans, qu'ils soient en situation irrégulière ou légale. Le réseau a aussi demandé au gouvernement de modifier la loi de 1999 sur l'emploi à l'étranger afin de la rendre conforme aux normes internationales, en coopérant avec des experts en migration, des agences d'emploi à l'étranger et des organisations de défense des droits des travailleurs.

**Économie**

❖ Système de préférences généralisées (SPG) de l'Union européenne

→ Dans une déclaration conjointe publiée le 17 décembre, les entrepreneurs et les syndicats ont lancé un appel contre le retrait du système de préférences généralisées (SPG) de l'Union européenne dont bénéficie actuellement la Birmanie. Les syndicats ont déclaré qu'ils continueront à soutenir les réformes et programmes en cours pour respecter les normes en matière de droits de l'Homme et du travail.

❖ Aide au développement

→ Le Parlement de l'Union a approuvé à une large majorité un prêt de 93,8 millions USD de l'*Export-Import Bank of Korea* pour aider à financer la construction d'un centre de données intégré pour l'administration publique. Une fois le projet achevé, « les citoyens bénéficieront de services d'administration en ligne améliorés, allant du paiement en ligne aux demandes de visa », selon le ministre des transports et des communications Thant Sin Maung.

*Titre : La paix valable pour 4 mois*
*Explication : L'armée birmane a fait une déclaration de cessez-le-feu unilatéral pour 4 mois et la colombe blessée regarde avec un air fatigué la date d'expiration en avril.*
*Crédit caricature : The Irrawaddy*

*Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne reflète que des commentaires ou analyses parus dans la presse birmane, qui n'engagent en rien le point de vue propre de l'Ambassade.*